

PREFECTURE DE L'HERAULT



Service instructeur  
DDE - SU/EER  
Ph.V/MD  
Affaire suivie par  
Ph. VANHUFFEL

Montpellier, le

13 OCT. 2005

Monsieur le Directeur,

Vous m'avez transmis le dossier de déclaration au titre des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement relatif à la réhabilitation du Domaine du Château sur le territoire de la commune de BOISSERON.

Ce programme à vocation d'habitats d'une superficie de 7 ha, cadastré section AD parcelles n° 124 à 129, 131 à 134, 189, 190, 193, 194, 198 à 200, 364 à 366, 541, 544, 630 à 632 et section AC n° 110 a fait l'objet d'un permis de construire n° PC 3403304F0027 en date du 23 août 2005.

Vous m'avez demandé la délivrance d'un récépissé de déclaration concernant l'opération énoncée ci-dessus, en vertu des décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement.

Par courrier en date du 11 OCT. 2005, la Mission Inter-Services de l'Eau (MISE) - Service Instructeur : Direction Départementale de l'Équipement, m'a fait connaître son avis favorable à la réalisation de ce projet.

Par conséquent, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, le récépissé de déclaration qui vaut accord pour la réalisation des travaux, sous réserve que vous respectiez les autres réglementations.

Ce récépissé sera complété ultérieurement par l'envoi des prescriptions générales lorsque les textes les concernant seront parus.

Il va de soi cependant que l'obligation de préservation du milieu demeure et que la responsabilité tant civile que pénale de la S.A.R.L. CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT et à terme, de la commune et du Maire, pourrait être engagée, notamment en cas de pollution (article L 232.2 du Code Rural et L 216-6 à 13 du Code de l'Environnement).

A ce titre, je vous rappelle que les eaux collectées ayant pour exutoire final le ruisseau la Bénovie doivent être exclusivement pluviales.

Enfin, je vous demande de m'adresser un exemplaire du plan de récolement des ouvrages exécutés dès la fin des travaux.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet

Monsieur le Directeur de la S.A.R.L.  
CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT  
2 bis rue Gauthier de Rumilly  
80000 AMIENS

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Préfet délégué  
Philippe GALLI





PREFECTURE DE L'HERAULT



Montpellier, le 13 OCT. 2005

Service instructeur  
DDE - SU/EER  
Ph.V/MD  
Affaire suivie par  
Ph. VANHUFFEL

Le Préfet  
de la Région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault

**RECEPISSE DE DECLARATION  
au titre des articles L 214-1 à 6  
du Code de l'Environnement**

N° 2005.01.57

DECLARANT : S.A.R.L. CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT  
2 BIS RUE Gauthier de Rumilly  
80000 AMIENS

OBJET : Commune de BOISSERON  
Réhabilitation du Domaine du Château

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, pris en application des articles L 214-1 à 6 du Code de l'Environnement ;
- VU le permis de construire n° PC 3403304F0027 en date du 23 août 2005 par lequel la S.A.R.L. CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT est autorisée à aménager un terrain de 7 ha cadastré section AD, parcelles n° 124 à 129, 131 à 134, 189, 190, 193, 194, 198 à 200, 364 à 366, 541, 544, 630 à 632 ;
- VU les plans et documents produits à l'appui de cette déclaration ;
- VU le courrier de la Mission Inter-Services de l'Eau de l'Hérault (MISE) (service instructeur : Direction Départementale de l'Équipement) en date du 11 OCT. 2005

CONSIDERANT que l'opération est soumise à déclaration sous la rubrique 5.3.0 de la nomenclature du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

CONSIDERANT les dispositions adoptées par le maître d'ouvrage

⇒ pour assurer le traitement des eaux avant rejet dans le milieu naturel la réalisation :

- d'une noue enherbée de dépollution pour recueillir les eaux pluviales du parking Est
- d'une noue enherbée de dépollution pour recueillir les eaux pluviales du parking Ouest
- de techniques constructives de type « Evergreen » pour ces parkings

De plus, un plan d'alerte en cas de crue devra être établi précisant les modalités d'évacuation des parkings conformément au P.P.R. des communes du Moyen Vidourle.

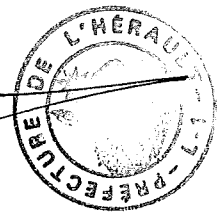
- **DONNE RECEPISSE DE LADITE DECLARATION** à charge pour l'intéressé de se conformer aux pièces et plans du dossier présenté, sous peine d'encourir les poursuites prévues au titre des articles L 216-6 à 13 du Code de l'Environnement et du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ;
- rappelle certaines dispositions applicables aux opérations soumises à déclaration :
  - lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle mentionnée au dossier de demande de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.
  - Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique : les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration : il est donc donné acte de la déclaration.
  - La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande de déclaration d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou à défaut, par le propriétaire auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.
  - Tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité entrant dans le champ de la déclaration et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés aux articles L 210-1 à 6 du Code de l'Environnement doit être déclaré par toute personne ayant connaissance de celui-ci, au Préfet et au Maire intéressé dans les meilleurs délais.
  - En cas de retrait ou de suspension d'autorisation ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant, ou à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement concerné ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou de la remise en état des lieux de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier et de l'écoulement des eaux.

- Si les dispositions énumérées à l'alinéa précédent ne sont pas prises, le Préfet pourra, indépendamment des poursuites pénales, soit :
  - faire consigner une somme correspondant aux travaux à réaliser,
  - procéder d'office aux travaux,
  - suspendre, s'il y a lieu, l'autorisation jusqu'à exécution des travaux.

Le Préfet,

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe G. G. G.



PREFECTURE DE L'HERAULT



Montpellier, le

17 JAN 2005

SERVICE INSTRUCTEUR :  
DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT DE L'HERAULT  
SERVICE URBANISME - EER  
520 Allée Henri II de Montmorency  
34064 - MONTPELLIER cedex 2

Messieurs,

Le nouveau dossier de déclaration de décembre 2004 qui remplace celui référencé n° 6704 du mois de mai 2004 remis au titre de la Loi sur l'Eau pour le projet de réhabilitation du Domaine du Château sur la commune de Boisseron a été examiné dans le cadre des remarques déjà émises par les services de la MISE par courrier du 14/10/2004.

Les compléments apportés répondent à notre demande et méritent quelques améliorations.

En effet, la noue créée pour récupérer les eaux de ruissellement du parking Ouest ne peut être admise le long de la rivière la Bénovie en tête de talus. Une disposition technique éloignant la noue du talus devra être présentée.

De plus, un engagement écrit vous est sollicité concernant le plan d'entretien des différents équipements réalisés dans le cadre de cette opération, à savoir les parkings de type "Evergreen", le bassin de rétention, les noues récupératrices et de manière générale tous les ouvrages liés au fonctionnement des eaux pluviales sur la zone.

**Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.**

M.M. RUPP ET THELU  
CPI 2bis, rue Gauthier de Rumilly  
80000 AMIENS

La Responsable de l'Unité  
"Eau, Environnement et Territoires"  
  
Françoise BAUDOIN

Copie à :  
Monsieur le Maire de Boisseron  
SU/EER (H.Charital)